

samment, surtout si nous voulons convaincre nos régions les moins développées que notre lutte pour la création d'emplois ne se limitera pas aux régions urbaines, mais qu'on s'efforcera de créer des emplois le plus près possible du lieu de production des matières premières. C'est une condition essentielle à un fédéralisme viable.

• (4.40 p.m.)

Quatrièmement, il nous faut une politique qui fasse en sorte que les capitaux étrangers arrivant au Canada ne contribuent pas seulement à consolider notre dollar, mais aussi à promouvoir des perspectives très favorables à la création d'emplois productifs pour les Canadiens. La politique des investissements étrangers comporte, bien sûr, d'autres dimensions que d'autres députés et moi-même avons déjà évoquées ici même et sur lesquelles je n'ai pas l'intention de revenir aujourd'hui. J'ai seulement tenté de démontrer qu'il y a même des raisons monétaires qui justifient une politique des investissements étrangers.

Pour autant que je sache, le gouvernement ne nous a pas encore proposé de politique d'ensemble sur les investissements étrangers, mais je me rends aussi parfaitement compte de la complexité de ce problème et de la nécessité d'en examiner toutes les implications avant d'assumer les responsabilités propres à un gouvernement. J'espère que le gouvernement ne tardera pas à dévoiler cette politique. Cependant, dans l'intervalle, et compte tenu de la crise à rebours que traverse le dollar canadien, il me semblerait hautement souhaitable d'établir, à titre temporaire, un contrôle des changes sous l'égide soit du gouvernement, soit de la Banque du Canada, ce qui permettrait d'atténuer quelque peu la pression qui s'exerce sur notre dollar, pression qui est la rançon du redressement de notre balance des paiements.

Il incomberait aux directeurs de contrôle d'approuver ou de refuser les opérations de change, selon les critères que j'ai énumérés cet après-midi—en vue d'empêcher les emprunteurs canadiens d'aller chercher des fonds à l'étranger dans l'espoir de réaliser des épargnes marginales lorsque ces emprunts auraient des répercussions défavorables sur notre balance des paiements—pour empêcher les mainmises étrangères qui n'offrent qu'un changement de propriétaires, mais pour permettre les investissements étrangers qui répondent à des critères de croissance positive.

Ce sont là des vues intéressantes, monsieur l'Orateur. J'ai écouté attentivement les propos du député. Dans un autre discours, il s'était déclaré pour un régime de contrôle des salaires et des prix. Aujourd'hui, il a en outre proposé des contrôles du change, à cause de la fermeté du dollar canadien et de ses désavantages, dont il faut tenir compte. La motion est formulée de façon intéressante. Elle blâme le gouvernement de n'avoir pas institué une planification économique propre à provoquer la croissance économique, le plein emploi et la stabilité des prix. A partir de cette motion, les membres de l'opposition ont aussi parlé du fait qu'on n'avait pas réussi à stabiliser le taux du change et la balance des paiements.

Voilà les éléments que les économistes étudient avant de conseiller les autorités. Le problème du Canada aujourd'hui est d'établir un équilibre parmi ces multiples objectifs. Dans la mesure où le gouvernement en atteint un, il en sacrifie souvent un autre. Du point de vue de l'opposition officielle et du motionnaire, cela est assez facile. Dans la mesure où le gouvernement réussit à stabi-

liser les prix, on peut le condamner pour le chômage et vice versa.

La réflexion dont je voudrais faire part aux députés cet après-midi, c'est que ce problème n'est pas propre au Canada. Il s'agit d'un problème qui pose un défi à l'économie traditionnelle de tous les pays de l'Ouest. Les économistes ne donnent aucune indication claire sur la façon de réaliser ces objectifs. Le gouvernement doit assumer la responsabilité de la politique. Il ne peut battre en retraite dans un labyrinthe de calculs. Le gouvernement doit faire face aux éléments d'instabilité.

Monsieur l'Orateur, je suis de ceux qui ne croient pas que la solution se trouve dans la multiplication des contrôles. Je suis un peu plus âgé que le député de Don Valley et je me souviens très bien de la Seconde guerre mondiale. Je me rappelle les modes de contrôle des loyers, il fallait payer pour obtenir la clé d'un appartement. Nous manquions de beaucoup de choses, nous avions des livrets de rationnement qui créaient des problèmes au marché. Je sais que la société peut instituer des contrôles efficaces, mais il faut y mettre le prix. La nature de la société a changé à bien des égards. Il ne faut pas s'engager à la légère et, à mon avis, nous pouvons encore relever le défi de résoudre les problèmes à l'intérieur des institutions qui nous ont tellement bien servis, avant d'adopter des solutions de rechange radicales comme celles que mon collègue propose.

Le gouvernement a agi selon les règles de la sagesse économique conventionnelle et il a cherché à faire ce qu'il fallait. Nous nous sommes attaqués au problème de la stabilité des prix mais quand on prend les mesures qui s'imposent, il faut en subir les conséquences. En stabilisant les prix et en maintenant la réputation d'un endroit de placement sûr, nous avons rendu la situation de change incertaine. Dans la mesure où nous suscitons des pressions ascendantes sur notre dollar, nous mettons obstacle aux objectifs de la stabilité de l'emploi. En suivant une politique, nous avons atteint certains objectifs, mais nous avons créé des conditions défavorables à la réalisation d'autres objectifs.

Il faut tenir compte non seulement du climat dans lequel ma génération a étudié la science économique, mais aussi du fait que la nouvelle génération est peut-être différente. Nous avons été fortement marqués par l'éminent économiste lord Keynes et le mot «keynésien» signifiait beaucoup à nos yeux. Le gouvernement devait suivre des politiques monétaires et fiscales. Aujourd'hui, il faut ajouter à cela l'intelligence économique. Nous devons deviner ce que nos principaux associés commerciaux vont faire, et modifier nos politiques monétaires et fiscales de façon à faire un peu mieux qu'eux, mais pas trop, sur le plan de la stabilité des prix. Le problème du contrôle de l'inflation, celui de la création du plein emploi, des taux de change stables, et d'un taux de croissance économique souhaitable sont autant de défis que doit relever notre société occidentale. De fait, aujourd'hui l'Europe occidentale présente des symptômes du malaise.

Le gouvernement a beaucoup fait pour tenter de résoudre le problème dont traite la motion, celui du chômage, et je pourrais vous énumérer les mesures qui ont été annoncées. Le 17 mars, le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin) a annoncé à la Chambre une série de contrats adjugés à des constructeurs de navires canadiens. C'est le résultat d'un programme adopté par le